



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

43 millions d'économies supplémentaires pour France Télévisions

Et maintenant ?



JANVIER 2025

Cela fait trop longtemps maintenant que notre entreprise navigue à vue. **Depuis la suppression de la redevance télé (2022) et avant elle, celle de la publicité de 20h à 6h (2009), le paquebot, faute de financement pérenne, slalome, comme ivre, entre les écueils budgétaires. Quand ce n'est pas carrément un iceberg qu'on place à sa proue.**

Dernier en date, l'annonce faite la semaine dernière par notre ministre de tutelle de « *baisser de 80 millions d'euros* » le budget de l'audiovisuel public. Et partant, celui de France Télévisions de 43 millions d'euros.

Certains éprouveront du soulagement. Depuis décembre dernier et l'élaboration du projet de loi de finances 2025, c'est la course à l'échalote pour raboter l'audiovisuel public. 50 millions d'euros d'économies ? 100 millions ? 65 millions ? Ce sera finalement 80 millions, « *un compromis* » entre le nouveau gouvernement et les sénateurs.

Finis aussi les crédits de programme de transformation. L'adoption de la loi organique du 13 décembre 2024, qui sanctuarise le financement de l'audiovisuel public par une fraction de la TVA, c'est déjà ça, a conduit au rejet des crédits spécifiques de la mission « audiovisuel ».

Comment supporter ces économies supplémentaires ? Mal. Notre groupe présente un budget 2025 dans le rouge à hauteur de 86 millions d'euros. Une première en neuf ans.

Les solutions envisagées pour redresser la barre sont inquiétantes, voire scabreuses, comme l'expliquent nos confrères de La Lettre. La PDG de France Télévisions compterait contracter trois prêts : un pour financer les studios de Vendargue, un autre pour les nouveaux bâtiments de France 3 Côte d'Azur et le dernier (50 millions d'euros) auprès de l'Agence France Trésor.



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Les attermolements politiques, les Jo qui n'auraient pas été à la hauteur des espérances publicitaires (80 millions de recettes pour 150 à 170 millions de dépenses), Campus dont FTV paie les nouveaux loyers depuis janvier 2024 sans avoir réussi à vendre les immeubles de Malakoff ni de Boulogne ... font que la dette se creuse. Notre tombe aussi ?

Car ne soyons pas naïfs. Qui va supporter le poids des économies à faire et à venir ? Qui va supporter cette « *politique de gestion extrêmement rigoureuse* » annoncée ?

- **Les salariés d'abord.** Alors que les risques psycho sociaux explosent partout, le directeur financier de FTV évoque déjà 180 ETP en moins pour 13 millions d'économies.
- **La qualité de notre service public ensuite.** Dans le réseau France 3, le délitement est déjà bien entamé. Avec le projet Tempo, l'information régionale est réduite. Le temps du reportage aussi au profit des hubs et de la parlotte. Avec le démantèlement de la Fabrique. Désormais ce sont les programmes qui sont dans le viseur. Là, ce serait 8 millions d'économies faites sur le dos des programmes pour « faire autant mais avec moins ». Beau programme oui.

Il est facile, pour ne pas dire gratuit, de déclarer que « La démocratie suppose un accès à une information fiable ». Défendre cette dernière a un coût que les gouvernements, successifs, ne semblent pas vouloir admettre.

La CFDT FTV le déplore. Si nous sommes effectivement « un bien commun », plutôt que de nous saigner, de nous réformer avec une holding dont personne ne comprend vraiment l'intérêt mais qui revient sans cesse, pensez surtout à nous sauver.

JANVIER 2025



[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au : 01 56 22 88 21 - cfdtgroupe@francetv.fr